

Suisse

**Monde**  
**Economie**  
**Sports**

Frances Haugen, ancienne cheffe de produit chez Facebook, est devenue en quelques jours la lanceuse d'alerte la plus connue du monde.  
KEVSTON/EPFL  
Page 13



**Production d'électricité**

# Les parcs solaires géants s'implantent dans les Alpes

**La plus grande centrale photovoltaïque de l'arc alpin est opérationnelle dans le canton de Glaris. Mais le plus grand potentiel se trouve sans doute sur nos toits.**

**Julien Wicky**  
**Arthur Grosjean**

Simonetta Sommaruga n'a pas voulu rater l'événement. La conseillère fédérale chargée de l'énergie a inauguré ce vendredi la plus grande centrale solaire des Alpes. Elle est située sur le mur du barrage de Muttsee, dans le canton de Glaris. Le plus haut d'Europe, à 2500 m d'altitude.

«Cette centrale solaire contribue à renforcer la sécurité d'approvisionnement en électricité, se réjouit Simonetta Sommaruga. Nous avons besoin rapidement d'encore plus d'électricité domestique.»

Une fois achevée, cette centrale sera composée de 5000 modules solaires et disposera d'une puissance de 2,2 mégawatts, soit l'équivalent de la consommation de 740 ménages de quatre personnes, ont indiqué les responsables du projet AlpSolar, cités par l'ATS. Actuellement, deux tiers des panneaux solaires sont en place. Les derniers seront posés d'ici au mois d'août 2022. La construction par le géant Aspo aura coûté quelque 8 millions de francs.

Située au-dessus de la mer de brouillard, la centrale photovoltaïque peut d'ores et déjà produire du courant en hiver. Le mur du barrage étant orienté



Le barrage de Muttsee, à près de 2500 m d'altitude. De loin, la plus grande centrale solaire des Alpes paraît petite. Mais elle pourra développer tout son potentiel en hiver quand elle sera entourée de neige.  
KEVSTON/EPFL  
GIAN SPINICHELLER

«On pourrait atteindre assez facilement une bonne partie des objectifs de la Confédération en recouvrant de panneaux solaires la plupart des toits de ce pays.»

**Jean-Louis Scartezzini**, professeur à l'EPFL

vers le sud, elle fait face au soleil. Grâce à cette orientation et à l'altitude, elle devrait être plus efficace en hiver que les centrales du Plateau.

**Parc flottant**

Avant la centrale de Muttsee, c'est le barrage des Toules (VS), qui avait accueilli une première suisse en la matière. À une différence près: la centrale solaire n'est pas sur le mur mais dans le lac, sous la forme d'un parc flottant.

Mise en service à fin 2019, cette installation produit environ 800'000 kilowattheures par an, soit l'équivalent de la consommation d'environ 220 ménages. À la manœuvre, Romande Énergie

voit cependant plus grand et souhaite augmenter la capacité de production dès l'an prochain en atteignant les 22 millions de kWh, soit plus de 6000 ménages.

Malgré un investissement de départ plus élevé que pour une centrale de plaine, les tests se sont révélés concluants, la production étant deux fois plus importante, notamment grâce à la réflexion de la lumière sur la neige. Tout comme sur le barrage glaronais, la production est ainsi particulièrement intéressante en hiver, période où la Suisse dépend de l'importation de l'étranger.

De tels parcs sur les murs des barrages ou flottant sur l'eau sont-ils l'avenir du solaire en Suisse?

Sans pouvoir se prononcer sur l'intérêt en matière de rentabilité et de coûts, faute de disposer de tous les éléments, Jean-Louis Scartezzini, professeur au laboratoire d'énergie solaire de l'EPFL, livre une réponse nuancée.

**Toits prometteurs**

«D'un point de vue physique, l'avantage de l'altitude et donc d'un rayonnement plus fort est évident, dit-il. On peut également profiter de l'équipement existant des barrages pour la distribution. En revanche, on pourrait atteindre relativement vite et assez facilement une bonne partie des objectifs de la Confédération en recouvrant de panneaux solaires

la plupart des toits de ce pays, à commencer par les toits plats.»

La progression en la matière n'est pas encore assez rapide. Selon les dernières statistiques en la matière, l'installation photovoltaïque a bondi de 50% en Suisse en 2020. Cette énergie couvre désormais 4,7% de la demande d'électricité dans le pays.

Mais pour remplacer les besoins en énergie nucléaire et en combustibles fossiles, il faudrait aller beaucoup plus vite. Selon l'association Swissolar, le besoin est de quinze fois la surface actuelle, et il faudrait, pour respecter les engagements climatiques, multiplier par trois le rythme d'installations solaires par année.

## «Le cas suédois prouve que payer les gens pour qu'ils se vaccinent, ça marche»

**Lutte anti-Covid**  
**Selon des chercheurs suisses, une récompense financière peut contribuer à augmenter le taux de vaccination. L'un des auteurs s'explique.**

Le vaccin est le moyen le plus sûr de sortir de la crise sanitaire. En Suisse et ailleurs dans le monde, c'est le credo des autorités politiques. Or, les taux de vaccination stagnent. Des incitations financières peuvent-elles les faire rebondir? Oui, prouve une étude réalisée auprès de 8300 personnes en Suède entre mai et juillet, notamment par Florian Schneider et Armando Meier, pour le compte de différentes universités, dont celle de Lausanne, et Unisanté.

Les comportements de différents groupes représentatifs ont été analysés, dont un seulement

s'est vu offrir une vingtaine de francs, s'il acceptait de se faire vacciner. À la fin de l'étude, ce groupe affichait un taux de vaccination de près de 70%, contre 72% pour le reste. Voilà qui ravive le débat autour des chèques incitatifs de 50 francs envisagés par la Suisse.

**Armando Meier, ces résultats vous ont-ils surpris?**

Oui, car la rémunération prise en compte dans l'étude est modeste. Une vingtaine de francs, ce n'est pas grand-chose dans le contexte suédois.

**Pourquoi avoir choisi la Suède et pas la Suisse?**

L'une des raisons est qu'en Suède, il était possible de combiner les résultats de notre étude avec les données effectives de l'administration sur la vaccination. Dans la plupart des autres pays, faire ce lien est beaucoup plus difficile.



**Armando Meier**, chercheur en économie de la santé (UNIL)

**Peut-on tirer un parallèle avec les bons de 50 francs envisagés par Berne?**

Non, les deux situations ne sont pas comparables. En Suisse, il n'y a pas une incitation directe. La pression sociale est différente puisqu'il est ici question de rétribuer ceux qui recommandent la vaccination.

**Mais que dites-vous aux détracteurs des 50 francs? De réfléchir à deux fois avant de mettre cette idée à la poubelle?**

Ce que montre notre étude, c'est qu'on peut effectivement augmenter le taux de vaccination en rému-

nérant les gens. Cela étant dit, reste une autre question. Est-ce que l'introduction de ce moyen est souhaitable? C'est un débat éthique et politique au sujet duquel nous ne pouvons pas dire grand-chose.

**Pourquoi avoir renoncé à aborder l'aspect éthique, sachant qu'il est fondamental?**

Nous sommes des experts en économie de la santé et de l'économie comportementale, pas des éthiciens ou des politiciens. Ce n'est donc pas à nous de juger ces mesures, mais uniquement d'analyser leur efficacité. Notre étude prouve que pour inciter à une première vaccination, ça marche, du moins dans le cas suédois. Et que nous n'avons constaté aucun effet négatif.

**Est-ce que ce serait rentable?**  
C'est probable. Une vingtaine de francs, ce n'est pas beaucoup. Et

c'est très important de dire que l'argent n'est pas «perdu», il est simplement transféré du gouvernement aux citoyens. Si vous donnez de l'argent aux personnes qui se font vacciner sous la forme de bons, ces derniers seront investis ailleurs.

**En Suède, le taux de vaccination est plus élevé qu'en Suisse. Est-ce que ça change la donne?**

Ça dépend de la composition du groupe des personnes non vaccinées. Si on a beaucoup d'indécis, l'incitation financière fonctionnera probablement mieux. Par contre, si vous avez beaucoup d'individus véhéments qui sont opposés par principe à la vaccination, alors l'effet est bien plus faible.

**Vous avez fait votre étude au début de la campagne de**

**vaccination. En Suisse, où les avis sont déjà forgés, n'arriverait-on pas trop tard?**

Encore une fois, cela dépend du nombre d'indécis parmi les non-vaccinés. Mais si on regarde le taux de vaccination en Suisse, qui reste relativement bas en comparaison internationale, je ne pense pas que ce soit trop tard.

**Le point négatif, c'est que les gens attendront désormais d'être payés avant de se faire vacciner...**

C'est un risque en effet et il dépend de la manière exacte dont les récompenses financières sont mises en œuvre. Et nous ne pouvons pas l'exclure à partir de notre étude. Il en faudra d'autres pour pouvoir le quantifier. Nous étudierons ces effets en détail dans de futures recherches.  
**Florent Quilichini**, Berner

